



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article294>

Retour des réfugiés en Mauritanie : Controverses, commerce et opportunisme au sein des Negro africains

- Articles de presse - Articles -
Date de mise en ligne : jeudi 12 juillet 2007

Union des Forces de Progrès

Nombreux les acteurs de la vie publique qui, après avoir largement profité politiquement de la question des réfugiés, tentent aujourd'hui de rapporter leurs appétits sur le terrain de l'humanitaire... Le recyclage est-il possible ?

Lancée officiellement depuis le vendredi 29 juin dernier, la question sur le retour des réfugiés mauritaniens commence à susciter bien des convoitises, notamment dans les milieux négro-africains. Il existe certes de bonnes âmes, sensibles à la misère de leurs concitoyens, mais il y a aussi des vautours, des opportunistes, qui rôdent autour de toutes questions qui pourraient se révéler pour eux, un riche filon, ceux qui continuent de trimpler des calculatrices à la place du cœur. Déjà sur le terrain, la disponibilité des uns et des autres frise le ridicule : d'anciens ministres qui ont jusque-là observé la loi de l'Omerta sur la question des déportés, se découvrent soudain des âmes de preux chevalier de la question noire, courent les bureaux des officiels pour être associés à l'initiative. Les Flams redéplient leur arsenal de communication de part et d'autre du fleuve, se répandent sur les radios internationales, tandis que les caciques de l'ancien régime redessinent leurs cartes de manipulation... Tous visent une même cible, les bons sentiments du Pouvoir dont ils cherchent la bénédiction.

Pour s'être intégralement dissous dans la diaspora, Cincinnati, Etats-Unis, Hollande, Suisse, les grandes villes du Sénégal.... les Flams qui ne disposent presque pas de famille dans les camps des réfugiés, se livrent depuis quelque temps à la surenchère, faisant à l'occasion l'amalgame entre un certain nombre de questions, réfugiés, passif humanitaire, et même, des questions politiques pendantes. Majoritairement, les membres de cette organisation s'inscrivent dans la perspective du non retour. Ils utilisent la question comme un fonds de commerce, ravivant un vieil dossier, celui de l'affaire Ely Ould Dah, rapidement déterré et dépolssiéré par certaines associations des droits de l'homme. On se rappelle que les Flam avaient quitté les camps en même temps que le HCR, après avoir largement profité des cartes de réfugiés. Avec ce que cela comporte comme avantages. Ceux qui sont restés dans les camps, crevant la dalle et qui sont pour la plupart des éleveurs, n'ont pas eu accès à la communication. Ils ont continué à souffrir dans le silence et l'oubli. Ce sont ceux-là qui ont le plus souffert et ce sont aussi eux qui risquent d'être une nouvelle fois utilisés.

Autres acteurs politiques dans le milieu négro mauritanien qui cherche à profiter de la situation et se refaire une nouvelle virginité sur la scène nationale et internationale : certains éléments Peuhls ou Haalpularen du sérail, autrefois affiliés au Prds. Ceux-ci sont aussi perçus comme des opportunistes. Ils ont pourtant toujours occulté la présence, voire l'existence de réfugiés mauritaniens au Sénégal et au Mali. Aujourd'hui, ils veulent se recycler en essayant de reprendre le dossier en main. Seulement, ils n'osent pas s'aventurer dans les camps. Non seulement, ils ne disposent pas de répondant auprès des réfugiés, mais surtout, ils risquent de compromettre l'initiative du retour, au cas ils seraient impliqués par le pouvoir dans la gestion du dossier. Aujourd'hui, ils font des pieds et des mains auprès des autorités pour figurer au sein des commissions qui devront se rendre dans les camps pour mener une campagne de sensibilisation auprès des réfugiés. Ils sont déjà à pied d'oeuvre, multipliant les réunions de concertation animées par un ancien ministre peuhl, originaire du Gorgol (région du fleuve), celui-là même qui est aujourd'hui l'homme le plus contesté par les réfugiés eux-mêmes. On se souvient que dans le passé, en plein événement, certains d'entre eux avaient affirmé à la radio comme à la télévision mauritanienne, que les autorités publiques n'avaient fait passer que des Sénégalais et qu'aucun Mauritanien ne figurait parmi les déportés. C'est de l'histoire, semblent-ils dire. Mais l'histoire ne s'oublie pas.

Au niveau des ONGs des droits de l'homme, le rang est tout aussi serré devant les autorités. Chaque organisation se décarcasse pour être associée. Humanisme ou opportunisme ? La réponse est assez claire.

C'est au niveau des partis politiques que la lecture est plus nette : pour l'heure, seule l'UFP développe une politique claire et inflexible par rapport à la question, exigeant le retour des déportés dans un cadre national tracé par les acteurs nationaux. Suit la formation des Réformateurs centristes qui a elle aussi des positions nettes et intransigeantes en faveur du retour des déportés. Partout ailleurs, on véhicule un discours hésitant, confus et parfois

même contradictoire et versatile. Entre autres exemples, juste après sa création, le PRDR s'était inscrit dans la perspective du retour. Mais depuis quelques temps, la vision semble floue. La formation politique dirigée par Ghriny, semble même observer un profil bas par rapport à la question.

JOB L'Authentique n°519 du jeudi 12 juillet 2007